CONGRES EXTRAORDINAIRE DU PARTI SOCIALISTE

LA DEFENSE

*to
Ευρωκοινωνία*

14 DECEMBRE 1991

DISCOURS DE Michel ROCARD

Y en a-t-il ici qui soient résignés à la défaite ?

Pas moi !

Y en a-t-il ici qui pensent qu'une cure d'opposition serait salubre ?

Pas moi !

Parce que je sais que la gauche et la droite ce n'est pas la même chose, et que la droite est dangereuse.

Y en a-t-il ici qui aient renoncé à donner du Parti Socialiste une image vraie, intègre et généreuse ?

Pas moi !

Alors parlons-en, et pour ce faire voyons d'abord où nous en sommes.

Je ne crois pas que les défaites les plus graves qui puissent menacer un peuple soient nécessairement militaires.

Il flotte sur notre beau pays une atmosphère d'inquiétude, parfois marquée de peur. Peur de l'avenir, peur du chômage ou, plus lourde et plus sourde, peur pour la sécurité personnelle, le tout dominé d'un sentiment d'impuissance. A cela s'ajoute encore la crainte de la folie des hommes et de ce qu'elle peut provoquer. Que soufflent avec eux les vents venus de l'est, de la Yougoslavie d'abord et peut-être demain de l'Ukraine, deuxième puissance nucléaire d'Europe, devant nous, mais qui ne le sait pas encore et n'est guère accoutumée ni à la démocratie ni aux négociations internationales ?

Crainte encore, mais plus directe, plus quotidienne, celle de l'autre, du voisin, dont on redoute les possibles excès ou la violence possible, auxquels pourrait le conduire l'absence d'espoir ou la présence de la pauvreté, ou dont on redoute simplement l'étrangeté même. Car le Lepénisme aussi est une maladie de l'impuissance.

Et dans tout cela, le monde politique, au moment même où nous aurions le plus grand besoin de son autorité, se trouve disqualifié par une suite d'errements qui ont fait douter de sa probité.

Car, ne nous trompons pas de diagnostic, la crise est de société plus que de pouvoir.

Et déjà certains fuient le front - je veux dire le combat politique, désertent les grandes forces républicaines, cherchent refuge dans l'abstention ou la protestation, tandis que d'autres, refaisant le chemin fatal qui mène de Munich à Montoire, acceptent

la défaite d'avance. Ils y voient -quelle illusion !- un moyen illusoire de préparer ensuite une hypothétique victoire. Or il n'y aura de victoire demain qu'en fonction du sursaut dont, aujourd'hui, nous serons ou ne serons pas capables.

Et dans cet océan de difficultés, les plus lourdes trouvent souvent leurs sources en dehors de nos frontières. L'économie mondiale est quasi-stagnante et sa relance ne peut dépendre de nous seuls. Pas plus qu'il n'est à la portée de nous seuls de mettre fin à cette immense pauvreté du Tiers-Monde que traduit la pression migratoire à nos frontières. Et ce sont là deux éléments essentiels d'une morosité commune à tous les pays d'Occident.

La France, plutôt plus stable et mieux gérée que d'autres, vit cependant une déprime qui nous apparaît plus profonde. Je crois que l'explication en est simple.

A la différence des autres nations développées, la France a eu pour épine dorsale son appareil d'Etat.

Mais le voilà affaibli par le haut vers Bruxelles, par le bas du fait de la décentralisation, et de partout par sa difficulté à endiguer la mondialisation des techniques, des échanges et des mouvements d'argent.

Un ami, tout récemment, me parlait du chagrin civique des Français. L'expression est juste.

La politique a d'abord besoin de retrouver une morale, c'est-à-dire des règles que tous respectent, et une éthique, c'est-à-dire un ensemble de valeurs et d'espérances au nom desquelles on choisit, et on se bat.

Or le discours politique s'est aplati dans une espèce de fondu-enchaîné filandreux où tout se mélange sur le même plan, le vrai et le faux, les faits et les opinions, la pédagogie et la démagogie. Ainsi s'estompe la dignité de l'action publique. Et qu'un seul de ses responsables faillisse à l'honneur, au lieu qu'il soit seul voué au mépris public, c'est tout le corps politique qui s'en trouve frappé et que l'opinion rejette.

Je veux le dire fortement : quiconque a manqué à l'intégrité doit en payer tout le prix, fût-il un politique, fût-il malheureusement des nôtres. Il n'y a pas d'échappatoire à cette évidence. Et nous, socialistes, nous en avons assez d'être présumés malhonnêtes parce qu'il a pu s'en trouver parmi nous qui le soient. Il est arrivé qu'on découvre un pyromane chez les pompiers. Nul n'en a déduit que

tous les pompiers étaient pyromanes. Eh bien, nous socialistes, restons fiers de l'être et n'avons pas à nous excuser pour cela.

La politique doit retrouver une dignité, elle doit aussi retrouver un sens.

C'est l'objet même de notre présent Congrès.

Soyons fiers d'être le premier parti d'Europe occidentale à élaborer un projet de société après la mort du communisme.

Par rapport à la France, ce projet vient bien tard. Beaucoup l'ont dit. C'est vrai.

Mais par rapport au monde, par rapport aux nations développées qui n'ont plus d'autre ennemi que leur propre corrosion, par rapport à toutes ces nations du Tiers-Monde qui vivent dans l'horizon de la pauvreté mais n'ont plus l'espoir de la transformation révolutionnaire de leur situation, ce projet vient encore à son heure. Il a fallu que le communisme fût mort pour que notre projet convainque.

Dans le vacarme quotidien, il faudra du temps pour que les Français, et même nos propres militants, mesurent ce que nous essayons de faire et que le texte traduit déjà: une convergence profonde de l'écrasante majorité du Parti autour d'un document écrit pour une fois en français plutôt qu'en charabia, qui règle par accord commun la quasi-totalité de nos anciennes controverses et qui dit avec assez de clarté, sinon assez de détails, le sens de la transformation sociale pour laquelle nous devons oeuvrer.

Pourquoi fallait-il risquer de polluer ce vaste effort et de ce résultat plus qu'honorable, voulus et accomplis par Pierre Mauroy, en suscitant au même moment des querelles inopportunes sur d'autres sujets à plus court terme ? Je ne le saurai jamais. Mais cela n'enlève rien à la qualité de ce que tous ensemble nous sommes en train de faire.

Ce que nous sommes en train de faire, c'est donner son sens, son sens d'aujourd'hui au socialisme, au combat des socialistes.

Il paraît que certains ne savent plus la différence entre la gauche et la droite. A droite, croyez-moi, ils la connaissent cette différence. Et ne serait-ce que cela doit nous conduire, nous la gauche, à redonner son sens au message des socialistes.

Qu'est-ce que le socialisme ? Deux choses à la fois : un mouvement mondial et un projet de société.

Dans cet immense mouvement - la plus vaste Internationale actuellement existante - quels que soient les noms de baptêmes locaux que l'histoire nous a forgés - socialistes, social-démocrates, travaillistes, progressistes, il en est d'autres, nous sommes les fils de la même aventure. Elle se résume en trois phases historiques :

- celle de l'émergence, au nom d'une volonté de liberté, de justice et de bien-être ;
- celle de la formulation, autour d'un projet d'organisation sociale fondée sur l'économie administrée et l'appropriation collective des moyens de production et d'échanges ;
- celle de la mutation, lorsqu'il fut pris conscience, au prix d'immenses souffrances et d'échecs dramatiques de ce que ce projet était voué à l'échec, parce que la vie cesse quand cesse la compétition.

A nous donc d'ouvrir la quatrième phase, celle de la reconstruction, sur cette base essentielle qui fait de nous des socialistes et qui suffit à légitimer notre combat: la gauche, c'est la liberté, la gauche, c'est la justice, la gauche, c'est la réforme, dans le sens du progrès.

Pour souligner les axes essentiels autour desquels nous livrerons les batailles politiques de demain, il faut évoquer brièvement cinq points :

- une société solidaire,
- dans une économie de marché,
- où l'Etat fixe les règles,
- et prépare l'avenir,
- dans un monde qu'il faut organiser.

Une société solidaire...

S'il est un domaine où toute l'action des gouvernants socialistes a marqué la société contemporaine, c'est bien celui-ci. Regardez une carte : c'est en Europe que la social-démocratie s'est le plus tôt et le plus puissamment développée. Résultat : c'est en Europe aussi que la protection sociale est le mieux assurée. C'est même, avec la démocratie et le développement, notre carte d'identité spécifique, à nous, Européens.

Et cela restera notre honneur, à nous socialistes de France, que d'avoir su ajouter au droit à la retraite et aux congés payés, à l'assurance-maladie et aux allocations familiales, ces apports qu'ont été la cinquième semaine de congés payés, la réduction du temps de travail, l'abaissement de l'âge du droit à la retraite et,

plus récemment, le revenu minimum d'insertion et le crédit-formation.

Mais il suffit d'un ralentissement durable de la croissance, celui des années 80-90 par rapport aux années 60-70, pour que reparaissent de nouvelles pauvretés, de nouvelles exclusions. L'enjeu des temps qui viennent est justement d'y mettre fin.

Pour cela il faut inscrire tous nos efforts de redistribution dans une démarche humaine, fraternelle, qui fait toute la différence entre l'assistance et la solidarité.

C'est sur la fraternité, cette idée trop oubliée de notre devise républicaine, qu'il faut fonder la société solidaire de demain. Cela veut dire que la politique sociale ne peut se borner à distribuer de l'argent même si elle doit évidemment le faire. Elle doit aussi permettre à chaque individu qui se sent rejeté, que ce soit du travail ou de la communauté, de trouver un partenaire, un homme, une femme, qui l'appuie dans ses démarches, sa recherche, la construction de son nouveau projet de vie.

C'est là un travail local, aussi bien pour nos mairies que pour le monde associatif que, pourquoi pas, pour nos sections socialistes. J'en connais qui le font admirablement.

L'autre dimension de cette société solidaire, c'est la responsabilité. Il n'est pas d'épanouissement personnel dans la dépendance. A tous niveaux, chacun a forcément quelque chose à échanger avec autrui, qu'il s'agisse d'apporter un savoir professionnel ou même sportif, culinaire ou musical, ou simplement un peu de chaleur humaine.

Etre socialiste aujourd'hui, c'est, en tous lieux et en toutes circonstances, savoir faire appel aux capacités de chacun, faire autant confiance à ce qui monte qu'à ce qui descend, éveiller l'initiative, la participation, la responsabilité plutôt que miser sur la seule discipline, bref, donner sa véritable place au mouvement qui part du bas plutôt qu'au commandement qui tombe de haut.

Et je sais qu'il y a ici, au Parti Socialiste, d'inépuisables réserves de dévouement et de militantisme.

Récemment, un syndicaliste me disait qu'à force de défendre seulement les droits acquis, il se sentait devenir défenseur de l'ordre établi. Cet ordre établi, seul le combat militant permet de le changer.

En effet, dans ce type d'action, l'Etat peut au mieux fournir des moyens, mais c'est à la société d'en faire usage, à elle de se prendre en charge dans toutes ses cellules, professionnelles comme bénévoles.

On y puise l'efficacité, et quand il s'agit de solidarité ce sont des vies que l'on sauve du naufrage.

On y puise la fierté, et celle de vaincre l'exclusion est au moins aussi grande que celle de gagner une élection.

Et on y trempe l'espoir.

Une société solidaire, dans une économie de marché...

Le marché, c'est la compétition. Rien de moins, c'est considérable et cela affecte l'appareil productif du monde entier. Rien de plus car le marché ne s'identifie pas au capitalisme qui, lui, y ajoute la dévolution du pouvoir aux seuls détenteurs des capitaux. Entre les deux je mentionne, et pas seulement pour mémoire, l'économie sociale dont la part doit aller en s'accroissant. Renforçons mutuelles, coopératives et associations.

Reste que le marché est ce qu'il y a de plus efficace. Alors, cessons de geindre sur notre identité perdue. Les socialistes étaient peut-être plus lisibles lorsqu'ils voulaient tout nationaliser et administrer la production. Mais cela n'a jamais réussi nulle part. Alors, combattons ces commentaires qui traduisent en termes d'abandon chacun de nos pas en avant, chacune de nos victoires sur nous-mêmes, pour constater et assurer l'efficacité du marché, fût-ce contre le capitalisme lui-même, parce que nous voulons le mettre au service du progrès social.

Plutôt que de mener des combats de retardements voués à l'échec, portons nos forces sur les vrais fronts, celui de la démocratie dans l'entreprise, celui la société solidaire, avec d'autant plus de chances de victoire que nous assurerons par ailleurs, grâce au marché, la progression de l'économie tout entière.

Reste qu'au marché, il faut des règles.

Une société solidaire, dans une économie de marché, où l'Etat fixe les règles...

Dans le grand combat achevé par l'implosion du communisme, ce n'est pas seulement un système totalitaire qui a été défait. Du même coup, la légitimité de la puissance publique à fixer les

règles du jeu, a été mise en cause par les ultras du libéralisme. Et cela, c'est un danger qui mine chacune de nos nations, et la planète elle-même.

D'abord parce que le marché a des limites qu'il faut faire respecter et parfois déplacer.

Certaines sont évidentes et intemporelles : la justice, la police, la défense, les affaires étrangères, l'éducation ne sauraient être abandonnées au secteur marchand. Encore faut-il que l'autorité de la collectivité publique à exercer ces fonctions ne soit pas mise en cause.

D'autres limites sont nouvelles. La préservation de l'environnement, la gestion économe des ressources naturelles rares, les manipulations génétiques et, plus généralement, les résultats de la recherche scientifique et la production culturelle sont autant de domaines où doivent être définies des règles dont on ne se souciait pas auparavant.

D'autres limites encore doivent être déplacées vers un plus grand respect de la société civile et une moindre dépendance à l'égard de l'argent. Dans la santé, comme dans la télévision, les excès du marché aboutissent parfois à des résultats soit trop coûteux, soit moralement inacceptables, et souvent les deux à la fois.

Il est temps de mesurer que la production elle-même ne saurait se réguler seule par la vertu exclusive des lois du marché.

Il est faux qu'il tende spontanément vers un équilibre acceptable. Les lois du marché sont favorables aux forts, il faut en protéger les faibles, qu'ils soient chez nous ou dans le Tiers-Monde.

Plus grave encore : le marché de l'argent, plus spécifiquement celui de la propriété des entreprises, peut aller jusqu'à tuer la production elle-même.

Nous disons non à ces OPA voraces, ces dépeçages sanglants, ces ventes par appartements d'entreprises dont on démoralise les salariés et dont on ruine la croissance. Nous disons non à ceux pour qui l'entreprise n'est plus une communauté de femmes et d'hommes, attachés au même projet économique, mais se réduit à une somme d'actifs vendables n'importe comment, pourvu qu'on en tire une plus-value juteuse et immédiate.

Nous disons oui à la préservation de ce qui pour d'autres sont des vieilleries, et qu'on appelle la conscience professionnelle, l'esprit d'équipe, la

continuité dans l'effort ou la fidélité à une aventure industrielle.

Ce sont les socialistes, vous verrez, qui bientôt reconstruiront et défendront l'indispensable éthique de la production. Nous y aurons des alliés.

Ce combat est engagé et il est vital. Le piège des mots nous est déjà tendu, par ceux qui prétendent assimiler communisme et socialisme pour couvrir l'un et l'autre du même opprobre, oubliant que nous avons toujours été du côté de la liberté. Nous avons toujours su, nous, qu'il n'est pas de liberté qui ne soit organisée. Le libéralisme, lui, aggrave la cruauté de nos sociétés.

La liberté d'entreprendre n'implique pas celle de frauder, de polluer, ni d'exploiter le travail. Et moraliser le marché est une tâche digne du socialisme moderne.

Une société solidaire, dans une économie de marché, à l'abri d'un Etat qui fixe les règles et qui prépare l'avenir...

Assurer l'avenir est de plus en plus une fonction majeure de la puissance publique. Que seront nos villes, notre système de retraite, notre école publique si nous ne savons travailler sur un horizon à vingt ans. Et les plus grandes aventures humaines et industrielles de demain, l'espace, l'avion hypersonique, l'énergie de fusion, l'exploitation des richesses minières océaniques, les biotechnologies majeures, qui pourrait croire que cela se prépare à la petite semaine, à la petite année ?

Disons-le et assumons-le, c'est là le fait de l'Etat, d'un Etat allégé certes, d'un Etat dégagé des tâches superflues, mais d'un Etat plus ferme, plus respecté.

Et puis il y a autre chose.

Des valeurs qui fondent la communauté nationale et assurent son avenir, l'Etat n'est pas le seul garant mais il doit être le premier.

Il l'a été jusqu'ici. Il doit le rester ou le redevenir. Là est le sens particulier de l'aventure de la France dans le monde moderne. L'identité de la France ce sont les valeurs que la République a forgées. Nous avons la faiblesse de les croire excellentes, et c'est pourquoi, loin de les affadir ou de les diluer, nous nous réjouissons de les voir de plus en plus partagées en Europe et, à travers elle demain, dans le monde entier.

C'est particulièrement vrai pour tout ce qui concerne l'approche de l'autre, de celui qui est différent, qu'il soit français ou étranger, et qu'il soit blanc ou noir.

Ne jamais reconnaître de droits collectifs spécifiques à des minorités, car ce serait confirmer des divisions, aiguïser des incompréhensions, affaiblir le corps social tout entier. Mais au contraire affirmer l'égalité vraie et des droits et des chances et, s'agissant des étrangers en situation régulière, les faire bénéficier de la protection de nos lois dès lors qu'eux-mêmes les respectent.

Tout cela porte un nom. C'est la laïcité.

La laïcité ne reconnaît que des femmes et des hommes. Elle respecte leurs croyances mais elle les réserve à la vie privée. Elle oppose à toutes les formes d'intégrismes, qu'ils soient religieux ou nationalistes, le rempart de la loi républicaine.

Ce message là est une application concrète des droits les plus élémentaires de l'homme, le droit pour le croyant de croire à ce qu'il veut et celui pour les autres de n'en être pas importunés.

Ce discours, celui de notre projet, ne s'adresse pas à la France seule, car elle-même a également besoin d'un monde moins anarchique, moins dangereux, moins injuste.

Le spectacle du monde actuel est éclairant : ni la pollution ni le terrorisme ni les mouvements migratoires ne respectent les frontières. Technologies et mouvements financiers sont totalement mondialisés. Les rythmes économiques ont encore une petite tonalité nationale, ils sont de plus en plus interdépendants et notre chômage est pour une large part un produit d'importation. Il n'est pas de crise régionale -Yougoslavie, Cambodge, Moyen-Orient, implosion soviétique- qui n'ait de larges répercussions mondiales. Et les grands fléaux de la planète, l'insuffisance de croissance, le sous-développement et la dette, ne peuvent avoir de solutions que mondiales, à travers notamment une baisse délibérée des taux d'intérêt et une stabilisation organisée des prix des matières premières.

C'est clair : la bataille pour l'organisation de la planète est commencée. Elle est l'enjeu majeur des temps qui viennent. Le monde a fait dans ce sens des progrès significatifs depuis trois ans. L'O.N.U. est capable de porter condamnation mondiale d'un envahisseur et de décider juridiquement la sanction de son acte. La protection de l'environnement progresse, par l'accord sur la couche d'ozone, par le

succès franco-australien pour assurer la préservation définitive de l'Antarctique et par la préparation d'un traité mondial sur l'atmosphère consécutif à l'appel de La Haye auquel la France a grandement contribué. Le droit d'ingérence humanitaire est de plus en plus reconnu : nous le devons largement à Bernard KOUCHNER. Il nous faut maintenant imposer le devoir d'ingérence démocratique, première vraie limite à ces souverainetés nationales conçues comme le droit de tout dictateur de massacrer son propre peuple.

L'objectif à terme est à la fois la sécurité dans le monde et la régulation du marché mondial. Car nous n'assurerons la prospérité partout, qu'à la condition de mettre fin à ce scandale, qui fait qu'aujourd'hui à cause de taux d'intérêts déments, les pays avancés ne financent plus leur avenir.

Cette organisation du monde a commencé ses premiers balbutiements. Le chemin est immense, et il comporte deux voies, l'adoption de règles ou de procédures d'emblée mondiales, et le renforcement des organisations continentales.

C'est en Europe que cet effort est le plus sérieusement engagé même si tous les autres continents y travaillent aussi pour leur part.

On ne dira jamais assez l'importance du succès de Maastricht, et la part qu'y ont prise personnellement François MITTERRAND et Helmut KOHL. Dans peu d'années, l'Ecu pèsera autant que le dollar ou le yen, et le poids de l'Europe pour influencer sur le traitement de la dette ou les relations Nord-Sud deviendra enfin déterminant. Ce sera plus long pour l'union politique et la sécurité, mais l'essentiel est commencé.

Il devient, dès lors, depuis cette semaine, de première urgence d'organiser, de façon progressive et à terme, l'intégration à ce processus de la totalité des pays du continent qui le souhaitent. La communauté se dévoierait si elle prétendait rester un club limité aux pays les plus riches d'Europe et fermé aux autres. Je ne pense même pas qu'elle y résisterait : la pression serait trop forte.

Et c'est à l'Europe maintenant qu'il nous faut proposer ces valeurs de cohésion sociale, de respect de l'autre et de laïcité que la République Française a su faire naître au cours de sa longue histoire et auxquelles nous sommes indéfectiblement attachés.

Ces enjeux européens prennent maintenant une importance vitale au point qu'ils vont sans doute, c'est en tous cas prévisible, remodeler les équilibres politiques de demain. Nous socialistes

savons maintenant, nous l'écrivons, que même si les socialistes sont minoritaires dans les gouvernements d'aujourd'hui et que de ce fait l'Europe n'a pas toujours, dans le champ social par exemple, l'allure que nous lui voudrions, il faut en accélérer la construction, avec la volonté d'en prendre un jour la direction. Le repli sur nos frontières serait fatal, signe de décadence acceptée. D'autres que nous, et croyez-moi, ils viendront de tous les horizons, partagent pour la France cette vision stratégique : il est inévitable que nous ayons dans l'avenir à travailler avec eux pour assurer l'émergence européenne.

Oui, le sens de ce que nous avons à faire dans les temps qui viennent et que décrit notre projet est limpide. Appuyé sur un tel texte, notre parti peut redevenir convaincant, et victorieux, rendant ainsi à la politique le sens dont elle a tant besoin.

A la vérité, la politique ne retrouvera la morale et le sens que si elle redécouvre en même temps l'audace -eh oui, l'audace.

De la politique en effet, nos compatriotes attendent sûrement qu'elle retrouve sens et dignité, ils attendent aussi, et c'est bien naturel, qu'elle soit efficace. Or, le problème se pose de l'efficacité de l'action réformatrice en France. Notre pays a sa charge de souffrances à soulager, de difficultés à traiter et de problèmes à résoudre. Plus disert et plus véhément que bien d'autres, il exige le changement ou les réformes avec tonitruance. Mais dès qu'on touche à quoi que ce soit, se met en place la toute puissante coalition des conservatismes, des corporatismes, des intérêts acquis et de la peur du changement. Les Français dépensent dix fois plus d'énergie pour bloquer les réformes que pour les mettre en oeuvre.

Or, la gauche, bien au-delà des seules forces socialistes, se définit principalement par le progrès, par le mouvement. La gauche, c'est la volonté constante d'améliorer et de transformer l'ordre établi. La gauche, c'est la réforme. Il nous faut en reprendre la volonté, la puissance et le rythme.

Prenons garde à un élément décisif pour la conduite de l'action : les réformes les plus indispensables sont en général les plus longues à mettre en oeuvre, et de ce fait rarement les plus visibles. Chez nous, on appelle réforme uniquement ce qui est législatif et violemment conflictuel. Or, c'est bien souvent ce qui réussit le moins bien. Les bonnes réformes demeurent celles qui sont acceptées. Tout ce que j'ai pu conduire sur le renouveau du service public, la grille de la fonction publique,

l'aménagement de l'Ile de France et bien d'autres chantiers, n'a guère été crédité du beau nom de réforme : le symbole de la loi n'y était pas attaché. Il faudra pourtant continuer.

Mais la situation change, et notamment la concentration des blocages. La société française est maintenant organisée autour du refus de la réforme dans des domaines aussi essentiels que la structure communale, la fiscalité, la santé, et dans une certaine mesure l'éducation. C'est là qu'il nous faudra retrouver l'audace et le courage. J'y ajouterai la justice et la défense. Ce sont autant de secteurs où, tout en étant prête à protester, la France attend que l'on passe de la médecine à la chirurgie.

Décentraliser et déconcentrer profondément la gestion de la machine éducative, refondre le service national, plafonner les dépenses de santé à un pourcentage stable du produit national et à un taux constant de remboursement en confiant aux professionnels une gestion que l'Etat n'est pas qualifié pour assumer, restructurer nos zones rurales, assurer solidement le pouvoir urbanistique dans les agglomérations, transformer notre archaïque impôt sur le revenu en le prélevant à la source, débarrasser la justice des petits contentieux qui l'encombrent trop pour la rendre plus efficace, plus respectée et plus rapide sur les décisions lourdes, asseoir de manière indiscutable son indépendance, rasséréner la police et restaurer la confiance que la nation lui doit, voilà parmi beaucoup d'autres possibles et sans ordre de priorité quelques uns des blocages à faire sauter dans la société française. Il y faudra de l'audace. C'est à ce prix que les Français nous referont confiance.

Le temps est venu, par conséquent, de déduire du projet que nous adoptons aujourd'hui un programme à terme plus proche, soigneusement pesé, et qui souligne les priorités essentielles de l'action réformatrice.

Il y faudra traiter d'un problème majeur, le plus douloureux de la société française : le chômage. Certaines de ces causes échappent en partie à la France aujourd'hui : le ralentissement économique et les taux d'intérêt excessif. L'Europe est le niveau efficace pour les aborder : d'où l'urgence absolue de son renforcement.

Mais ce qui est à notre portée, c'est que chaque jeune, chaque demandeur d'emploi ait une chance d'acquérir une vraie qualification, et que disparaissent de chez nous les cas d'entreprises qui cherchent de la main d'oeuvre qualifiée et ne la trouvent pas. Déjà de 1988 à 1990, le chômage avait

diminué de 200.000 personnes. Le ralentissement économique mondial s'est aggravé, et du coup le chômage a recommencé à croître. Au moins savons-nous que c'est possible. Mais loin de devoir tout faire lui-même, l'Etat doit inspirer un vaste effort national car le travail d'insertion et de formation est largement local. Notre société y est prête.

En fait, je ne suis pas inquiet. Nous retrouverons le sens de l'action et de l'audace dès lors que nous aurons repris confiance en nous.

Encore nous faut-il deux outils, deux points d'appui pour exercer cette action, et donner toute son efficacité à l'audace : les institutions et le Parti.

Des institutions, je ne dirai que peu de choses. Elles fonctionnent. C'est un raisonnement faux que de chercher dans les institutions les causes d'une crise qui est d'une autre nature. Il faut toujours améliorer bien sûr, et le Président de la République a raison de lancer le débat, car notamment le Parlement et la justice doivent voir revitaliser leurs fonctions. Faut-il pour autant changer de régime ? Non. Quand je vois les Etats-Unis aux prises avec les mêmes problèmes que nous, en beaucoup plus grave, alors qu'ils savent qu'ils n'ont pas la possibilité constitutionnelle de les résoudre, je suis inquiet. Les régimes présidentiels ne fonctionnent nulle part, voyez aussi le malheureux Brésil. Gardons la force de l'exécutif, indispensable à l'action, mais gardons la relation de confiance-défiante entre l'exécutif et le législatif, garantie avec un scrutin qui favorise l'émergence de majorité, du bon fonctionnement de l'autorité publique tout entière. Dans toutes les périodes troublées ou la République a su se défendre, elle l'a toujours dû à des institutions fortes et solides. Il n'est pas de bonne politique sans bonnes institutions.

L'autre outil d'une bonne politique, c'est notre parti. Il va mieux. Les amitiés se renouent, les confiances se recréent, l'unité se réforme. L'adoption massive d'un bon projet sera le meilleur des tremplins pour aborder la suite. Il faut transformer les modes de fonctionnement et de commandement du Parti. Il y a, dans nos difficultés à vivre, des effets mécaniques de causes statutaires : tous les responsables du Parti sont élus les uns contre les autres, jamais ne peut s'exprimer une confiance majoritaire. Autre absurdité statutaire elle-aussi : pourquoi faut-il faire dépendre étroitement, au point de paralyser toute la machine, les problèmes locaux ou départementaux des prétendus clivages nationaux ?

Il nous faut un parti en état de marche, cela veut dire une direction renforcée et des statuts rénovés. Il nous faut un parti en état de marche car les luttes à venir vont être terribles.

Il y a longtemps que je n'avais pas vu la droite aussi arrogante qu'elle l'est aujourd'hui. Elle se voit déjà victorieuse. Or les intentions qu'elle affiche sont redoutables. Il y a quelques semaines, ces hommes ont pratiquement programmé la médecine à deux vitesses, une pour les riches, une pour les pauvres. Et le système éducatif ne se remettrait pas de l'aggravation de l'élitisme qu'ils préparent. Et ceux qui ont osé parler du droit du sang ou des odeurs sont restés personnellement muets devant les scandaleuses propositions de LE PEN sur l'immigration. L'idéologie de Vichy n'a pas fini de faire des dégâts.

Mes amis, dans l'atmosphère actuelle, ce n'est pas seulement le Parti Socialiste qui est en cause, c'est l'esprit même de la République.

L'enjeu est immense, le redressement possible. En fait, nous n'avons qu'un seul ennemi, c'est le défaitisme. Pour le vaincre, ce que nous adoptons aujourd'hui avec notre projet, socialiste, nous donne les moyens de rendre à la politique sa morale, son sens et de l'audace, et d'épanouir la France en y réveillant la fraternité, la réforme et l'espoir.